



Agenda

Lundi 9 janvier 2017

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, Statistique et Finances, salle 3.

-15h : **Denis KESSLER**, membre de l'Académie : « *Quelles sont les réformes indispensables et urgentes pour rapprocher rapidement et durablement nos performances de celles de l'Allemagne en matière d'emploi, de compétitivité, et de finances publiques ?* »

Lundi 16 janvier 2017

-11h : Conférence de **Jean-Claude TRICHET**, membre de l'Académie (Grande salle des séances).

-15h : **François ÉCALLE**, Conseiller maître à la Cour des Comptes, Président de l'association FIPECO : « *Comment ramener rapidement et durablement nos dépenses publiques en deçà de 50 % du PIB, au niveau de la moyenne européenne ?* »

-17h30 : Fondation Éthique et Économie. Conférence de **Suzanne BERGER**, professeur au MIT.

Lundi 23 janvier 2017

-15h : **Pierre CAHUC**, professeur à l'École polytechnique, « *Comment ramener rapidement notre chômage structurel au niveau de celui de l'Allemagne et du Royaume-Uni ?* »

- 18h : Conférence de **Krzysztof POMIAN** : « *La vie de l'esprit en Pologne sous le communisme (1945-1989)* » (Grande salle des séances).

Lundi 30 janvier 2017

-9h-12h30 : premier colloque sur l'enseignement de l'économie dans les lycées, proposé par la section Économie politique, Statistique et Finances (Grande salle des séances).

-15h : **Henri de CASTRIES**, président de l'Institut Montaigne : « *Comment réorganiser notre système de prélèvements obligatoires pour améliorer rapidement et durablement la compétitivité de notre économie et de notre territoire et réduire notre chômage, à pression fiscale inchangée ?* ».

Lundi 23 janvier 2017

-15h : **Christian FORESTIER**, ancien administrateur générale du Cnam : « *Comment réduire drastiquement le nombre de jeunes français qui sortent de notre système éducatif avec un niveau de formation très insuffisant ?* »

Séance du lundi 12 décembre



Il a été procédé, au cours de la séance, à l'élection du vice-président de l'Académie pour l'année 2017. **François d'Orcival**, de la section Histoire et Géographie, a été élu. Il succèdera en 2018 à la présidence de l'Académie à **Michel Pébereau**, qui entrera en fonctions le mois prochain. Ont été également élus ou confirmés dans leur mandat les membres siégeant dans diverses commissions académiques ou de l'Institut.

Après approbation du procès verbal de la séance du lundi 5 décembre dernier, le président **Gilbert Guillaume** a introduit la séance de ce jour en présentant son confrère **Jean-François Mattei**, élu le 29 juin 2015 au fauteuil 6 de la section Morale et Sociologie, avant de lui céder la parole pour la lecture de la *Notice sur la vie et les travaux de Raymond Boudon*, son prédécesseur.

Jean-François Mattei a rappelé les grandes étapes de la vie et de la carrière de **Raymond Boudon**, depuis son admission à l'École normale supérieure et le choix de la sociologie jusqu'à sa chaire en Sorbonne. Mais il s'est surtout attaché à suivre le développement de son œuvre, soutenue dès le début par la conviction que « la sociologie est une science à part entière s'appuyant sur des méthodes, des expériences, des résultats quantifiables et des conclusions démontrables permettant de proposer des théories générales », conception illustrée dès 1967 par sa thèse sur l'apport de la pensée mathématique aux sciences sociales. La publication en 1973 de *L'inégalité des chances*, sur un terrain occupé entre autres par Pierre Bourdieu, permit à Raymond Boudon de préciser sa méthode de « l'individualisme méthodologique », à rebours des déterminismes mis en avant par les courants structuralistes, qui dominaient alors dans le champ universitaire et contre lesquels il prit courageusement parti. À partir des années 1990, sa réflexion s'étendit aux valeurs et aux croyances qui fondent les décisions individuelles, ce qui l'amena à s'opposer au relativisme ambiant.

S'est ainsi dessiné, progressivement, le portrait moral et intellectuel de Raymond Boudon : un chercheur modeste, auteur d'« un travail patient et constamment inquiet de sa solidité », mais qui n'en nourrissait pas moins une exigeante ambition vis-à-vis de sa discipline. Est également ressortie la figure de l'universitaire et de l'académicien, conscient de la valeur de la parole scientifique et soucieux de lui conserver sa dignité et sa crédibilité : « Pour lui, la notion d'intellectuels associe l'idée d'une attitude critique de la société et la finalité de créer du savoir en distinguant absolument les objectifs cherchant à dire le vrai de ceux qui visent plutôt à plaire. Or, dès que les intellectuels sont incités à travailler surtout pour le second marché "médiatique", des brèches entières de la recherche et de l'activité intellectuelle sont menacées de disparition [...] Boudon souligne la distinction capitale entre les intellectuels qui poursuivent des objectifs cognitifs et peuvent laisser une trace dans l'histoire de la pensée et ceux qui, suivant des objectifs politiques ou esthétiques, ne peuvent espérer laisser une trace que dans l'histoire des opinions. » Pour Jean-François Mattei, si Raymond Boudon a su résister aux modes, c'est qu'il possédait au plus haut point la raison et la liberté, ces deux « dissolvants les plus énergiques de l'idéologie », en quoi ce « géant » de la sociologie demeure un authentique maître à penser.

Deux ouvrages ont été déposés en fin de séance : le *Dictionnaire insolite du droit* de **François Terré** (Paris, LGDJ, 2016, 180 p.), présenté par son confrère **François d'Orcival**, et *Le Premier Saint Augustin* de Stéphane Ratti (Paris, Belles Lettres, 2016 352 p.) par **Rémi Brague**.

Dans la presse et sur les ondes

- **Jean-Claude Trichet** a donné des entretiens à différents médias : au quotidien coréen *Maeil Business Newspaper*, à CNN New-York le 1^{er} décembre, à l'Agence Chine nouvelle (*Xinhua News Agency*) le 7 décembre, à BFM Business le 8 décembre, à France 24 le 9 décembre et à *Ouest-France* le 12 décembre (titre : « Il faut un peu plus d'inflation dans la zone euro »). À propos de la situation de l'économie mondiale et du risque de crise financière, il a entre autres déclaré au *Maeil Business Newspaper* : « we remain in a situation which does not call for any complacency : the overall public and private debt outstanding at the global level as a percentage of GDP is higher today than what it was immediately before the global financial crisis. Global financial leverage has augmented. This is not reassuring and calls for resolute vigilance. »

- La dernière livraison de la revue *Commentaire* (hiver 2016-2017, vol. 39, n° 156) accueille les contributions de trois académiciens.

Alain Besançon (« L'islam et ses attraits », p. 743-753) défend l'idée selon laquelle l'islam sunnite menacerait la civilisation occidentale bien moins par ses manifestations terroristes que par la force d'attraction qu'il tiendrait de son identité profonde, laquelle resterait voilée à notre société qui plaquerait sur lui des schémas élaborés pour le christianisme. « La principale cause d'erreur est de juger l'islam à partir du Dieu unique, qui apparemment est commun avec les deux religions bibliques. Pour bien voir la frontière, il ne faut pas partir de la théologie, mais du rapport fondamental au monde. La relation à Dieu est seconde par rapport à la relation au monde, qui, elle, fait de l'islam un système religieux réellement à part du nôtre. » Alain Besançon envisage ainsi successivement le rapport au temps, aux activités de l'esprit, au mariage et à la famille, à l'éducation, à l'art et enfin à la religion, tous points sur lesquels il dresse un parallèle avec un christianisme « de plus en plus fluide et vague ». Même s'il n'ignore pas les crises qui traversent l'islam contemporain, il envisage comme possible à terme la conversion de fractions notables de la population occidentale, phénomène que faciliterait en outre la présence de nombreux musulmans vivant à son contact.

Jacques de Larosière et **Jean-Claude Trichet** réagissent à un article de l'économiste américain John B. Taylor, qui tire « Les leçons de la Grande Récession » (p. 807-819). L'économiste américain y évalue l'influence des politiques de finances publiques et des politiques monétaires sur la croissance et la stabilité économiques aux États-Unis et au Royaume-Uni, notamment depuis 2007. Il juge que la *Federal Reserve* et la Banque d'Angleterre, en se livrant à une politique discrétionnaire plutôt de suivre des règles définies pour la fixation de leurs taux d'intérêt (y compris en dehors des périodes de crise où commande l'urgence), ont nui aux performances de leurs économies. Les deux anciens gouverneurs de la Banque de France souscrivent, pour l'essentiel, à cette analyse. Jacques de Larosière (« Sur la règle de Taylor », p. 820) revient plus particulièrement sur la formule mise au point en 1993 par John B. Taylor pour aider les banques centrales dans la fixation de leurs taux d'intérêt à court terme. Tout en en reconnaissant, nonobstant quelques réserves, la validité, il discute de sa pertinence comme instrument de pilotage dans la conduite au jour le jour des politiques monétaires. Il estime en revanche qu'elle a fait la preuve de son utilité en tant que « cadrage rationnel » sur le long terme. Jean-Claude Trichet (« Trois observations à ce propos », p. 821-824) juge lui aussi très convaincant le plaidoyer de John B. Taylor en faveur de règles de conduite transparentes pour les banques centrales. Il pondère cependant quelques-unes de ces critiques, en confrontant les théories de Taylor à des situations économiques complexes dans lesquelles de multiples paramètres doivent être pris en compte dans la détermination des politiques à mener. Surtout, il salue la convergence des banques centrales des pays avancés, depuis le début des années 1990, autour d'un « ciblage direct de l'inflation », auquel les États-Unis et le Japon viennent également de se rallier (en 2012 et 2013 respectivement). La plupart, désormais, font « référence à une définition chiffrée de la stabilité ». « Cette "convergence conceptuelle", écrit-il, est à mes yeux la conséquence à long terme la plus décisive dans la crise et peut-être la plus prometteuse dans la perspective de la stabilité économique et financière à long terme de l'économie mondiale », même si elle ne se produit pas nécessairement selon la formule mise au point par John B. Taylor.

- « Triomphe du populisme ou retour du conservatisme ? » : sous ce titre, Robert Jules a livré dans *La Tribune* du 2 décembre une recension du dernier essai de **Roger Scruton**, *How to Be a Conservative ?*, qui vient de paraître dans une traduction française (*De l'urgence d'être conservateur*, Paris, L'Artilleur, 2016, 288 p.), une première dans l'œuvre du philosophe britannique. « Le conservatisme tel que le défend Scruton, écrit le chroniqueur, peut séduire nombre de déçus du progrès dans sa version relativiste et post-moderne ». L'article met en valeur l'originalité d'un courant de pensée sous-estimé ou incompris par la tradition intellectuelle française. Les conservateurs, tels que les entend Roger Scruton, ne remettent pas en cause le bien-fondé du marché, mais ils le subordonnent à des exigences morales. Hostiles à la primauté des intérêts particuliers, ils promeuvent les vertus sociales, que favorise l'inscription dans une même histoire et une même culture. Sir Roger Scruton a été élu correspondant de l'Académie dans la section Philosophie le 10 octobre dernier.

À lire

- **Jacques de Larosière** est intervenu le 23 novembre dernier devant le Conseil économique et social, pour une conférence intitulée : « A-t-on vraiment tenu compte des intérêts et des besoins propres de l'Europe dans la définition de la régulation financière ? » Il a regretté qu'aient été adoptées, à la suite de la crise financière de 2007-2008 causée par la faillite d'établissements anglo-saxons, des règles qui pénalisent les banques européennes, moins exposées au risque car plus diversifiées. Plutôt qu'un modèle uniforme, il a défendu une régulation adaptée à la situation bancaire de chaque pays et qui s'appliquerait aux banques non pas en fonction de leur taille mais de leur profil d'investissements. Texte intégral en ligne : <http://www.asmp.fr/pdf/ConseilEconomiqeeetSocial23%20nov2016.pdf>

À savoir

- **Haïm Korsia** a donné le 5 décembre une conférence sur « L'engagement de la communauté juive dans la Grande Guerre » à l'hôtel de ville d'Issy-les-Moulineaux, à l'occasion de l'exposition « 1914-1918. Les juifs dans la tourmente » qui se tient actuellement à l'Espace Boullée.

- **Jean-Claude Trichet** était à Rennes le 12 décembre à l'invitation de la Maison de l'Europe de Rennes et de Haute-Bretagne pour une conférence intitulée « La gouvernance de la zone euro : leçons de la crise et perspective d'avenir »

Nomination

- Par décret du président de la République en date du 9 décembre, **Bruno Cotte** a été nommé membre du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur.